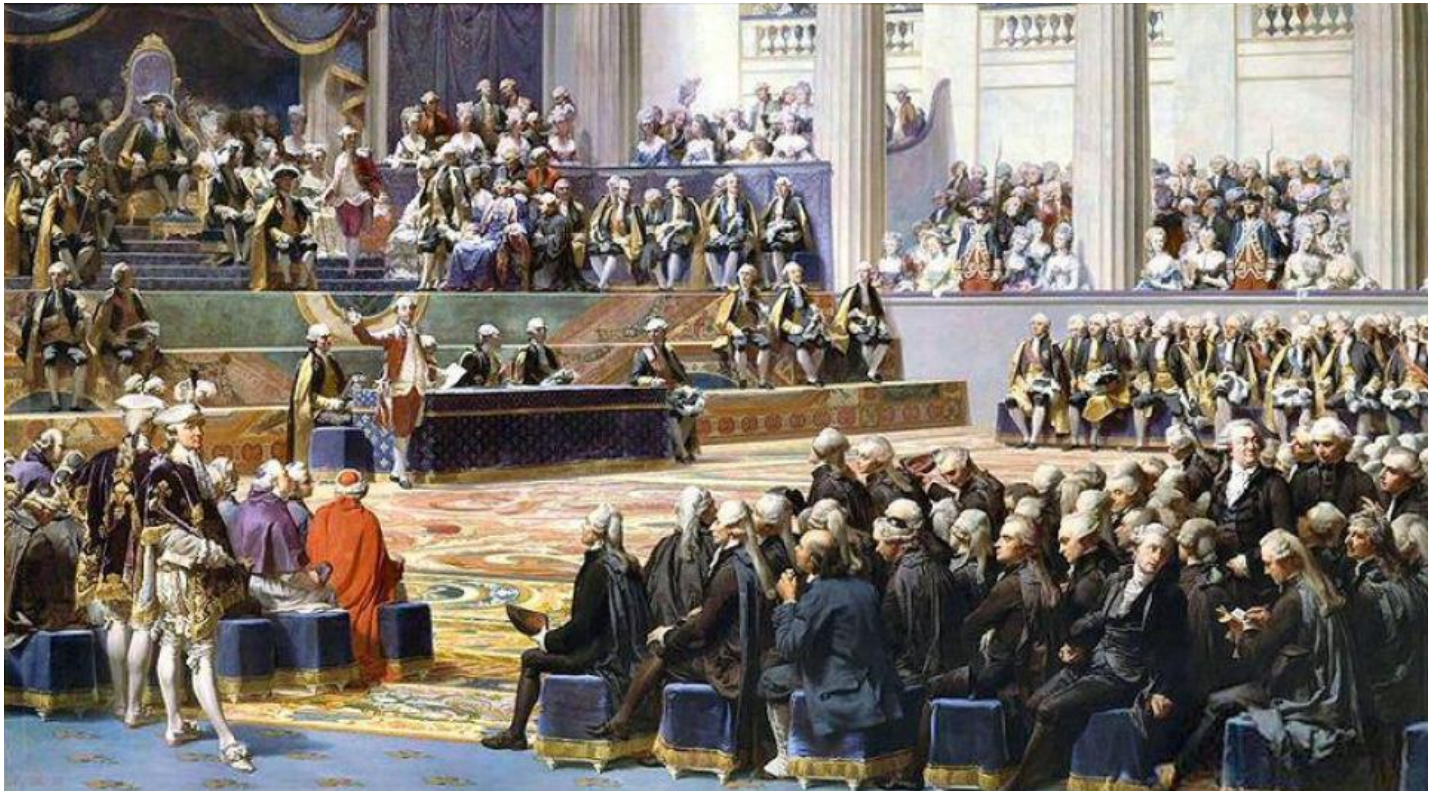


La France peut-elle s'en sortir sans organiser des Etats généraux de la nation française ?



Avant de devenir une crise politique, la Révolution française tenait davantage de la crise sociétale dans une société divisée. Trois ans après leur convocation, les Etats généraux accouchaient d'une constitution, de la Déclaration des droits de l'homme ainsi que d'un projet commun.

Avec Yves Roucaute

Avec Serge Federbusch

Avec Dimitri Casali

- En 1788, Louis XVI convoque les Etats généraux pour résoudre une crise à la fois budgétaire, politique et sociale.
- De fait, les Etats généraux ont apporté à la fois la première constitution de la République française, mais aussi à la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, document fondateur de la définition de la communauté nationale.
- La société française traverse actuellement une crise historique symbolisée par l'ampleur de la défiance à l'égard de l'Europe, de la mondialisation et de ses élites politiques, et d'un pessimisme à l'égard de l'avenir.
- De même, la solidité du modèle laïque fondé en 1905 est remis en question par l'émergence d'un certain l'islam dans l'espace public.
- Débats et commentaires sur le sujet sont souvent ramenés à des termes qui ne "sonnent" plus, dont le contenu est indéfini voire contesté comme "laïcité", "égalité", ou encore "valeurs républicaines".
- Outre le fait de nommer les problèmes, et de faire un véritable état des lieux de la société française, l'organisation d'une concertation à l'échelle nationale aurait le mérite de refédérer une identité commune, d'adapter ses valeurs au contexte actuel, et de proposer un projet commun.

Atlantico : Quelle est aujourd'hui l'intensité de la fracture qui traverse la société française, et de quelle nature est-elle ?

Yves Roucaute : Notre société est au bord de l'explosion parce que certaines de ses élites sont incapables d'analyses concrètes de la situation pour assurer la puissance de la France dans la mondialisation et pour maintenir sa cohésion culturelle et sociale. Au lieu de partir du réel et de ses redoutables tensions, la paresse d'esprit épaulée par l'idéologie tiennent lieu d'analyse.

Nous le constatons tous les jours, ces élites parlent aux élites et préfèrent recouvrir les problèmes de mots boursoufflés, tels que "laïcité", "égalité", "justice sociale", "république", "solidarité", "citoyenneté", "croissance" et de bien d'autres encore.

Ainsi, au lieu de se demander comment régler le problème du chômage dans un pays qui croule sous la bureaucratie et les impôts, on nous envoie le mot "croissance" ? Mais qui est contre ? Pour l'islamisme et, plus globalement, la question de la cohabitation des religions, les idéologues annoncent le mot "laïcité". Mais entre la laïcité jacobine ou stalinienne, qui interdit toute expression religieuse

et massacre les prêtres, et la laïcité à l'américaine, où chacun exprime publiquement sa religion, les variations sont infinies. Le mot "Intégration" ? Que règle-t-il, il écarte seulement le problème de l'assimilation de valeurs communes. Ici, on nous ensevelit sous le vocable de "citoyenneté", à l'évidence mis à toutes les sauces pour cacher le vide sidéral de la pensée de gauche incapable de penser les incivilités et le patriotisme.

>> Lire également : [Après le concordat de 1801 et la loi de 1905, la France sur la voie d'un 3ème modèle de laïcité ?](#)

Être républicain ? Certes mais de quoi s'agit-il ? Le mot est utilisé par les islamistes, les communistes comme par les turcs. Si, comme je crois l'avoir démontré dans "Eloge du mode de vie à la française" (éditions *Contemporary Boosktore*), être républicain à la française, cela signifie organiser la puissance française dans la mondialisation et dans l'Union européenne, avec les bras de fer que cela implique, y compris face à nos alliés dans la concurrence internationale, en tenant fermement en main les valeurs universelles de la France et son mode de vie sucré, alors il va falloir faire quelques efforts. À l'inverse, si les élites dites "républicaines" persistent à se payer de mots, parions que le réel évacué les évacuera de même. Et tandis que que la société française continuera à se déliter, Marine Le Pen finira par être élue Présidente, avec le programme socialiste et nationaliste qu'elle propose, et les conséquences économiques désastreuses que cela impliquera.

Serge Federbusch : La révolution de 1789 est un phénomène multiforme : culturel, politique, financier, économique. J'ai tenté dans mon livre paru en 2014 : "Français prêts pour votre prochaine révolution" de montrer comment elle inaugurerait une série d'effondrements internes ou externes qui présentent des caractères communs depuis bientôt deux siècles et demi. En résumé, il est impossible, dans la durée, de concilier l'extrême centralisation du pouvoir à Paris, des relais efficaces en province et une économie ouverte. Aussi le pouvoir s'appuie-t-il sur des corporations qui finissent par être plus puissantes que lui, le paralyser et l'empêcher de se réformer, jusqu'à l'explosion finale.

Aujourd'hui tous les ingrédients d'un effondrement révolutionnaire sont présents : discrédit des soi-disant élites, ruine de l'Etat, face à face entre une parole officielle mensongère portée par les médias officiels et le bourgeonnement de nouveaux canaux de diffusion des idées. Il faut y ajouter un problème migratoire grandissant qui met sous tension la population. Le "vivre ensemble" est un slogan agité par la gauche pour tenter de masquer ce lent délitement du lien social. Pourtant, une partie importante du peuple reste dans la nostalgie d'une "douce France", pays d'équilibre, de bien-vivre, de convivialité, où l'on a le sourire aux lèvres et où l'on respecte ses voisins. Mais cet espoir de plus en plus déçu se transforme en frustration intense.

Actuellement, les valeurs républicaines ne semblent plus faire consensus, les débats s'articulent principalement autour de leur interprétation. Pour ces raisons, faudrait-il aborder un débat sur l'identité nationale ? Quels seraient les thèmes que des Etats généraux ne pourraient éviter ?

Serge Federbusch : Il y a d'évidence une menace communautariste qui pèse sur le régime et sape l'identité nationale. Par clientélisme, les élus, principalement de gauche, y ont cédé. Une part importante des électeurs de gauche vient de milieux petits bourgeois qui ont abandonné au vingtième siècle la pratique catholique. La complaisance qu'ils montrent aujourd'hui vis-à-vis de l'islam rigoriste est la traduction de leur malaise face à leur passé chrétien mal renié. Les donneurs de leçons anglo saxons qui, ces derniers jours, ont voulu faire passer la laïcité "à la française" pour ringarde et peureuse sont complètement à côté de la plaque. Salafisme, wahhabisme et autres bondieuseries issues du Coran sont des menaces pour la République mais aussi pour la liberté individuelle. A terme leur intention est d'imposer leurs pratiques par le nombre et la force, ceux qui ne le voient pas sont aussi dangereux que ceux qui se berçaient d'illusion face au nazisme. Tous ces éditorialistes du New York Times, du Guardian et autres feraient mieux de se préoccuper de la défense de leur propre liberté. Les Etats généraux devraient d'évidence poser par referendum aux Français la question de l'interdiction des manifestations et tenues religieuses ostentatoires dans l'espace public.

Yves Roucaute : Les Français ne se posent pas la question de ce qu'est leur identité contrairement à ce que prétendent certains médias qui relaient certains démagogues. Ils savent ce que signifie être français, il suffit de voir un match de football ou de rugby pour s'en assurer. Et c'est pour cela qu'il y a des tensions car ils ne veulent pas de cette violence symbolique contre leur mode de vie qu'ils connaissent et veulent préserver. Généreux, d'origine diverse, de religions diverses, ils acceptent tout, à condition que cela ne viole pas ce triptyque qui est au fondement de leur identité : leur mode de vie sucré, leurs valeurs universelles et leur désir de la puissance française.

Sur ce triptyque, chacun peut fêter ses traditions et vaquer à ses occupations.

Le problème vient de ce que les Français ressentent que leurs élites sont souvent inaptes à défendre ce fond.

Sur la question du mode de vie, les élites sont souvent sourdes au monde ordinaire qui exige, quand bien même il ne le théorise pas, de renouer avec la grande politique qui a été menée depuis la IIIème et IVème République : l'assimilation. Depuis plus de 1 500 ans, soit l'époque de Charlemagne, la France a entre ses mains un modèle assimilationniste qui n'a jamais fait défaut. Elle est capable d'assimiler très facilement autour de sa générosité des individus qui viennent d'univers différents, ce qui n'est pas le cas de toutes les civilisations. Mais cette ouverture à l'autre, ce parfum de liberté que ressentent tout étranger sur notre territoire ne doit pas être confondu avec le laxisme. Que certaines femmes dans la Corne de l'Afrique soient excisées ne signifie pas que cela puisse être autorisé en France. Que certaines femmes ne soient pas autorisées à étudier ou à conduire dans certains pays, ne signifie pas que cela puisse être reproduit dans notre pays. Si des gens ne supportent pas le respect de la dignité humaine, qu'ils partent disent les Français de toute origine, chrétiens, juifs, musulmans et bouddhistes compris, car le respect humain est au fondement du mode de vie à la française.

Le problème c'est que ce triple socle identitaire, mode de vie sucré, valeurs universelles d'origine judéo-chrétiennes et recherche de la puissance, n'est guère pris en compte chez les socialistes et chez certaines personnalités de la droite bureaucratique. Personne ne dit aux citoyens : "voilà notre projet pour la puissance de la France et nous sommes déterminés à le mener." Personne ne leur indique : "nous avons commis des erreurs, voilà les moyens de les relever par l'assimilation de nos valeurs et le respect du mode de vie". Personne ne semble jouir de cette vie à la française en disant qu'il l'aime.

Les Français veulent entendre le discours de la joie de vivre à la française et celui de la responsabilité, qui est aussi celui de la cohésion et de la puissance. Ils veulent un stratège pas un nouveau président faible.

Et il ne faudrait pas que les prétendants à la présidence se trompent d'enjeu.

C'est d'ailleurs, paradoxalement, la chance de la droite, et la faiblesse de Marine Le Pen qui entend parfaitement le malaise des Français face à une certaine déliquescence des élites politiques quant à l'identité nationale mais qui, par son isolationnisme et son protectionnisme, par son incapacité à mener des réformes de structure qui libéreraient les énergies, ne peut répondre à cette exigence nationale de la puissance de la France. Elle ne pourra donc pas obtenir une majorité dans ce pays car cela aussi fait partie de l'identité nationale. Les Français aiment se battre, leur rejet du pétainisme dans la mémoire du pays en est une des multiples marques, et ils savent qu'un isolement est synonyme d'affaiblissement. Les Français veulent que la France soit forte dans la mondialisation et ils sont favorables à l'Europe quand elle sert leur puissance.

Lors du Serment du Jeu de Paume, le 20 juin 1789, les députés promettent de ne pas se séparer avant d'avoir rédigé une constitution pour le pays. C'est ainsi que l'Assemblée nationale constituante siège jusqu'au 3 septembre 1791 et donne lieu en même temps qu'une constitution à la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Dans quelle mesure peut-on faire un parallèle entre la situation de l'époque et celle d'aujourd'hui ?

Dimitri Casali : Dès la fin de l'année 1788, le Roi convoque les états-généraux. Ces derniers étaient réunis depuis Philippe IV le Bel en 1302 pour résoudre les crises politiques, sociales et économiques majeures, de manière collégiale. Tout comme on peut le voir aujourd'hui, les états-généraux de 1789 devaient faire face à une crise à plusieurs facettes. A la fois économique, puisque les caisses du royaume étaient vides, synonyme d'impôts supplémentaires, et une réforme profonde de l'organisation de la société revendiquée à travers les doléances. La constitution qui en découle donne à la France, et même si ce n'était initialement prévu, la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, qui sont la base même sur laquelle se fonde aujourd'hui non seulement la République et mais aussi notre identité.

Pour refonder aujourd'hui la communauté nationale, encore faut-il être sûr de ce que sont nos fondamentaux. Cela signifie une mise à plat de la laïcité et une réaffirmation des valeurs patriotes. Ces sujets, bien qu'essentiels, sont aujourd'hui délaissés au Front national. La simple évocation du mot "patrie" aujourd'hui est assimilée à un dangereux sentiment nationaliste. Le meilleur exemple de cette nécessité, c'est que 37% de jeunes d'origine étrangère ne se sentent pas français : le modèle d'intégration est bel et bien rouillé. Depuis la seconde guerre mondiale, les Français n'ont jamais été aussi divisés.

Yves Roucaute : Il y a une urgence de réunir quelque chose qui pourrait ressembler à des Etats-généraux, et qui permettrait d'entendre les doléances, mais aussi de cartographier les problèmes que connaissent les différents groupes et catégories de la population française. Il est nécessaire de réfléchir à l'organisation d'une concertation, qui ne serait pas un nouveau Conseil Économique et social, mais qui serait l'expression de ce que de Gaulle cherchait sans doute à faire lorsqu'il voulait réformer le Sénat : l'expression des différents points de vue qui agitent la société française. Une organisation qui permettrait de faire remonter les demandes pourrait permettre de faire voler en éclat les faux consensus, de nommer les choses, de cartographier. Et, ensuite, de choisir le chemin le plus efficace possible pour répondre aux grandes questions de notre temps, qui sont celles du chômage, du mode de vie, de la puissance.

Serge Federbusch : Les Etats généraux de 1789 étaient prosaïquement nés de la volonté royale de trouver de l'argent pour boucler un budget qui, notons-le, présentait un déficit analogue à celui d'aujourd'hui : les dépenses publiques excédaient de près de 30 % les recettes de l'Etat, une situation intenable. Il fallait faire rentrer des fonds et le consentement à l'impôt était à ce point dégradé que Louis XVI ne pouvait envisager de procéder par des hausses brutales. Il fallait également serrer la ceinture d'un appareil d'Etat boursouflé et le roi pensait secrètement qu'en s'appuyant sur le clergé, la petite noblesse et le tiers état, il pourrait imposer à l'aristocratie de cour et aux princes de sang un peu d'économies. Le problème est que Louis XVI a fait les choses et pris des décisions à moitié. Il voulait bien faire un pas en direction de la bourgeoisie mais n'était pas résolu à s'appuyer sur elle pour circonvenir la noblesse dont il se considérait le chef fidèle et loyal. Hormis quelques brefs moments d'exaltation collective, il ne faut pas idéaliser le processus révolutionnaire : les intérêts antagonistes s'y exprimaient violemment et sans détour et le sentiment d'union nationale était au mieux transitoire même s'il fut à l'origine de quelques pages d'histoire abondamment mises en valeur par la suite : serment du Jeu de paume, nuit du 4 août, fête de la Fédération, etc.

La différence entre 1789 et 2015 est qu'aujourd'hui le pouvoir peut s'appuyer sur une Banque centrale européenne prête à fabriquer de la fausse monnaie pour lui permettre de ne pas avoir à affronter immédiatement le peuple en rétablissant l'équilibre budgétaire par l'impôt ou par la réduction drastique des dépenses. Il faudra attendre que ce subterfuge européen soit lui-même à bout de souffle pour que les dirigeants soient placés au pied du mur et doivent enfin dire la vérité aux Français.

Dans quelle mesure une telle concertation pourrait-elle être utile aujourd'hui ? Nommer les choses telles qu'elles sont, établir un "état des lieux" n'est-il pas en soi un début de solution, en quoi cela serait-il profitable ?

Yves Roucaute : Nous avons besoin de faire l'état des lieux. Et notamment de faire litière des discours dénonciateurs. Avant de proposer des solutions, il faut analyser la situation concrètement. La première étape consisterait à donner un sens aux mots laïcité, République, citoyenneté et de leur donner un vrai contenu. Et c'est précisément là que des doléances à la manière de 1789 prennent tout leur sens encore aujourd'hui : des doléances apportent du concret, des situations. A-t-on le droit, oui ou non de pratiquer l'excision ou le voile intégral ? Cela fait également voler en éclat la distinction public/privé, que certains commentateurs à courte vue, les "demi-habiles", essaient de mettre en œuvre : l'excision est une pratique religieuse privée, doit-on se priver de l'interdire ? Bien sûr que non. Il faut tout mettre à plat, de ce qui se passe dans les transports publics à ce qui se passe dans les écoles.

De manière réaliste, comment de telles concertations pourraient-elles, ou devraient-elles s'organiser ?

Yves Roucaute : L'idéal serait qu'elle soit organisée comme une grande consultation nationale à laquelle serait conviée localement tous les citoyens. Il faut poser la seule question qui mérite de l'être : les conditions de la puissance de la France.

Les Français veulent l'entendre. Et c'est ce qui réglera une grande partie des problèmes, y compris de chômage et d'assimilation.

La grande différence avec 1789, c'est qu'elle ne semble pas pouvoir être organisée à partir du sommet de l'Etat. En tout cas, pas aujourd'hui, tant la légitimité de ce sommet est faible.

Nicolas Sarkozy pourrait décider d'engager le nouveau parti, dans ce projet de consultation nationale ce qui légitimerait ce nom de républicain. Mais ces sortes d'États-généraux ne pourraient pas être organisés par ce seul parti, en raison de sa faiblesse militante qui est parfois gigantesque dans nombre de régions où il s'agit d'un parti de cadres non de masse. Il devrait associer la société civile, les chefs d'entreprises, la fonction publique locale, les syndicalistes, les élus locaux, les autorités religieuses, ce qui créera d'ailleurs, automatiquement, de la cohésion. Et il faudrait qu'y soient associées toutes les forces qui veulent le changement. Car le changement ce doit être pour demain.

Pour autant, il ne faut pas croire que ces Etats-Généraux devraient donner raison à tout le monde comme cela se fait souvent dans ces commissions dont nous abreuvons certains politiques incapables de décider. Ils auraient l'immense avantage de permettre à la société civile de parler et de casser les idéologies néfastes qui se nourrissent de mots creux. Ils présenteraient donc, un retour forcé au réel.

Mais de là surgirait évidemment une multitude d'opinions contradictoires, parfois simple expression des intérêts catégoriels. Il faudrait donc ensuite trancher. Ce serait la renaissance de la politique et de la stratégie: étudier le réel, saisir les possibles et, parmi ces possibles, non pas se laisser aller à la démagogie, mais choisir les meilleurs possibles pour la puissance de la France.

Serge Federbusch : Ce qu'il faudrait, c'est surtout une nouvelle assemblée constituante pour se débarrasser d'un régime exsangue. La France souffre d'avoir une classe de politiciens professionnels pléthorique et cynique parmi les plus étoffées au monde. Il faudrait qu'on ne puisse vivre en aucun cas de politique plus de dix ou quinze ans dans une carrière. Les élus pourraient plus facilement cesser d'entretenir le peuple dans l'idée vaine que l'Etat peut les protéger de la concurrence et de la mondialisation. Démocratie directe et referendum sont d'autres clés à la solution de nos problèmes. Des Etats généraux n'auraient d'utilité que s'ils débouchaient sur cette nouvelle constitution.